

tin—que le Bureau de l'aide extérieure n'a même pas jugé à propos de donner des instructions à notre voyageur avant son départ.

M. Rhéaume: Ce n'est que le lendemain que ces gens-là ont appris le but de son voyage.

M. Smallwood: Allons donc! Ils l'ignorent toujours. Plus loin, l'article dit:

M. Thompson, comme tout autre émissaire du monde occidental, n'a obtenu de M. Kenyatta guère plus que la promesse d'une gentille prière aux rebelles «de ne faire subir aucun traitement inhumain aux civils sous leur garde».

Mais la première partie de l'article est la plus intéressante et nous fait voir vraiment pourquoi le député de Red-Deer est allé en Afrique:

A l'intérieur de ce palais moderne aux murs nus dominant Addis-Abéba, le Lion de Judas accueillit le député de Red-Deer comme l'un des siens. Puis, Hailé Sélassié escorta l'invité d'honneur Robert Thompson vers un brillant banquet d'apparat où avait été convié l'élite de la capitale. Il y avait presque toute la promotion de 1946 de l'école secondaire, la première d'Éthiopie, que le chef actuel du Crédit social avait aidé à établir pendant les quinze ans qu'il a passés là-bas à titre de premier conseiller de l'empereur dans le domaine de l'éducation.

Or, on nous dit pourquoi il s'est rendu en Afrique. C'était pour assister à une réunion. Quand on lit des comptes rendus comme celui-ci, force nous est de nous demander qui a raison.

Le *Daily Star* de Toronto du 14 novembre publiait l'article suivant:

M. Robert Thompson, chef du parti canadien du Crédit social a déclaré hier soir avoir été informé que trois Belges avaient été exécutés par les rebelles congolais à Stanleyville et trois autres condamnés à mort.

Mais à Bruxelles, un fonctionnaire belge a dit que le rapport de Thompson «contredisait» les renseignements reçus en Belgique.

Je demanderais au ministre de bien vouloir se lever et d'avouer qu'il s'agit là d'un projet prévu à l'avance et d'un voyage projeté depuis trois mois. Il s'agissait vraiment d'une faveur politique accordée en vue de se gagner l'appui de l'honorable député. Le ministre nous dira-t-il quand l'honorable député a reçu des instructions de son ministère? Quelle sera sa rémunération et comment sera-t-il rémunéré? Voudra-t-il nous dire pour quelle raison on a choisi l'honorable député et pourquoi les importants libéraux de l'arrière-plan ont été écartés?

Si le ministre veut bien me dire pour quelle raison les fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures, qui auraient pu s'acquitter de cette mission avec succès, ont été écartés, alors je ne retarderai pas plus longtemps l'adoption de ses prévisions de dépenses. Je pense que ce sont les contribuables canadiens qui paieront ce voyage préparé voici trois mois.

M. Fleming (Okanagan-Revelstoke): Monsieur le président, je me sens poussé à participer au débat non pas à cause des observations du ministre, mais en raison, me semble-t-il, d'une mission plutôt flagrante que font ressortir certains autres points de sa déclaration.

J'avais espéré notamment après la visite du ministre au Japon plus tôt cette année et des observations qu'il avaient faites par la suite au sujet des affaires du Pacifique que le ministre ferait dans son exposé préliminaire une déclaration précise, complète et catégorique sur la politique du Canada à l'égard du Pacifique. Le ministre n'est pas le seul à avoir négligé de faire une déclaration en ce sens en de pareilles occasions. Les gouvernements canadiens qui se sont succédé ne se sont jamais vraiment préoccupés d'examiner sérieusement le rôle du Canada dans le Pacifique ou de décider si en fait le Canada devait jouer un rôle dans le Pacifique.

La majeure partie de notre politique est fondée sur une ancienne tradition. Nous nous orientons vers l'Europe et les États-Unis. Nous avons tendance à fonder notre politique sur des points de vue désuets et nous ne parvenons pas à situer le rôle du Canada dans le monde. Souvent j'ai souhaité que lorsque nous entreprenions un débat sur les affaires extérieures, chaque député ait sur son pupitre une carte du globe, ou au moins une très grande carte du globe suspendue dans un endroit visible dans la Chambre, mais non la projection de Mercator ordinaire qui nous a été enseignée et que nous connaissons tous—cette image visuelle de l'univers qui a tendance à façonner un si grand nombre des concepts que nous entretenons au sujet de ce monde. Cette carte devrait plutôt avoir un centre projeté non sur le premier méridien, mais sur le 105° méridien occidental, et qui indiquerait l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud au point de rencontre central, avec les côtes de l'Afrique et de l'Europe à l'est, et les côtes de l'Asie, de l'Australie et tous les pays insulaires du Pacifique sud en direction ouest, afin que nous cessions de dire, selon la formule européenne, que l'Asie est l'Extrême-Orient, mais que nous croyions plutôt que l'Europe constitue la région orientale, et l'Asie, la région occidentale où nous plaçons nos intérêts, car c'est la perspective, ou ce qui devrait être la perspective du Canada.

Notre pays a deux rives: celle de l'Atlantique à l'est, et celle du Pacifique à l'ouest, mais une grande partie de notre politique relative aux affaires extérieures est dominée par l'ancienne perspective, soit la perspective européenne, plutôt que par la perspective qui devrait être la perspective canadienne, dirigée vers l'est et l'ouest du continent nord-américain, et également vers le sud. Voilà ce